

Convention collective

IDCC : 9231. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES
ET ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
(CREUSE)**

(27 octobre 1993)

(Etendue par arrêté du 18 février 1994,
Journal officiel du 2 mars 1994)

AVENANT N° 25 DU 14 NOVEMBRE 2008

NOR : *AGRS0997064M*

IDCC : 9231

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;

La fédération départementale des jeunes agriculteurs ;

La fédération départementale des CUMA,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats CGT-FO ;

L'union départementale des syndicats CFDT ;

L'union départementale des syndicats CGT ;

L'union départementale des syndicats CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 33.1 « Régime de prévoyance des salariés non cadres » de la convention collective départementale de travail des exploitations agricoles et des entreprises de travaux agricoles et ruraux de la Creuse est modifié comme suit :

1^{re} partie : « 2. Garantie incapacité de travail temporaire », au deuxième paragraphe, premier alinéa, les mots « carence de 10 jours » sont supprimés et remplacés par « carence de 7 jours ».

2^e partie : « 3. Cotisations et organisme assureur », le cinquième paragraphe « La part patronale de la cotisation incapacité de travail comprend le financement de la garantie légale résultant de l'article 7 de l'accord national

interprofessionnel du 10 décembre 1977, ainsi que les cotisations dues pour le financement des prestations complémentaires en cas d'accident du travail » est supprimé et remplacé par :

« La part patronale de la cotisation incapacité de travail comprend le financement de la garantie légale de maintien de salaire due par l'employeur en cas de maladie ou d'accident de ses salariés, prévue par les articles L. 1226-1 et D. 1226-1 et D. 1226-2 du code du travail, soit 0,41 % . »

Article 2

Date d'effet

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2009.

Article 3

Dépôt et extension

Les signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Creuse, cité administrative, à Guéret.

Fait à Guéret, le 14 novembre 2008.

(Suivent les signatures.)